

Le Concorde à Rumilly

# Cinéma, opéras et ballets

Il fait partie des projets à moyen terme conduits par la municipalité rumillienne. A l'horizon de 2016, si tout va bien, un complexe cinématographique devrait être érigé près du magasin Intermarché (lire l'Hebdo du 3 mai 2012).

Un ensemble, évolutif, de trois salles de 530, 150 et 80 places, pour un coût global évalué à 2,65 M€.

Cela, c'est l'avenir ! Un projet qui devrait permettre de répondre à un réel besoin des cinéphiles rumilliens, attachés à leur salle du « Concorde » équipée aujourd'hui d'un matériel numérique et «3D», mais souvent frustrés par une programmation « mono salle » qui ne permet pas d'offrir un vaste choix à toute heure. Mais c'est un projet encore lointain. Et d'autant plus lointain que les restrictions budgétaires à prévoir pourraient imposer un report de la construction. Crise oblige !

En attendant, le cinéma doit continuer à vivre à Rumilly. Depuis 1966, la commune est propriétaire du «Rex» devenu, après modernisation, «Le Concorde» en 1979.

Depuis 1994, une convention signée avec Bernard Lanfranc, l'actuel gérant, établit les conditions d'exploitation de la salle de 268 places. Au début de cette année, les élus se sont préoccupés du statut actuel du cinéma, aujourd'hui assimilé à une activité de service public. Et ils ont choisi de préciser ce statut en établissant une délégation de service public qui, avec une formule d'affermage, permet de confier l'exploitation à un professionnel compétent qui prend les risques techniques et financiers liés à l'exploitation du cinéma.

## Une équipe renforcée

Un appel d'offres a donc été émis pour l'exploitation du «Concorde» et, au 1er janvier 2013, c'est la SARL «Cinéscope 74» qui se verra confier la gestion de la salle pour les quatre années à venir. Avec trois cogérants à égalité : Bernard, Stephen et Régis Lanfranc.

Le contrat établi avec la municipalité précise les règles d'exploitation à respecter : fréquence des séances, entretien des locaux, promotion des films, diffusion de films « grand public » et «art et essai», etc. La commune, quant à elle, met à disposition du fermier les «immeubles et meubles dont elle est propriétaire et qui constituent le ci-



Une programmation renouvelée au «Concorde».

néma». Une formule nouvelle de subventionnement devrait autoriser le bon fonctionnement de la salle, sans effet majeur sur les finances communales.

Le dernier trimestre 2012 constitue donc une période de transition pour «Le Concorde» qui poursuit pourtant sa programmation avec une équipe rajeunie.

Le changement de statuts ne devrait pas avoir d'effets visibles par le public. Et on s'attend, dans les semaines à venir, à pouvoir profiter aussi bien des « blockbusters » que des films d'art et essai ou des films du patrimoine.

Côté «grand public», la «3D» continue, par exemple avec le prochain «Astérix et Obélix : Au service de sa Majesté» ou avec «Bilbo le Hobbit», les derniers films sortis sont projetés à Rumilly, avec de nombreuses sorties nationales. «Le Concorde» participe également à des événements régionaux, comme le Festival du Cinéma Italien, ou «Clap Maghreb», entre autres. On s'attend à des soirées spéciales avec présence de réalisateurs. Et, bien sûr, la poursuite d'un programme «Art et Essai» que l'équipement numérique permet d'aborder en version originale ou en version française.

Bref, une programmation extrêmement riche, complétée par la série des «films du patrimoine» proposés par le réseau Art et Essai de l'ODAC 74.

## L'Opéra dans un fauteuil

La grande nouveauté de la saison, elle va débuter le lundi 1er octobre prochain (à 15h et 20h30) avec «Carmen» de Bizet. En effet, «Le Concorde» a choisi de programmer chaque mois un opéra ou un ballet, projetés sur grand écran. «So Royal», c'est une programmation prestigieuse «des chefs d'œuvres lyriques, des ballets indémodables ou des créations inattendues» proposés par le théâtre mythique qu'est le Covent Garden à Londres.

Pour cette première soirée, Carmen sera interprétée par Anna Caterina Antonacci, avec le Chœur et l'Orchestre du Royal Opera House. A venir dans les semaines suivantes d'autres œuvres lyriques (La Fille du régiment, La Traviata, Faust, Don Carlo, Rigoletto, Nabucco) et des ballets (Romeo et Juliette, Les Contes de Beatrix Potter, la Belle au bois dormant). Pour chaque séance, un document de présentation du spectacle permet de mieux connaître l'œuvre et ses interprètes. Bref, ce sont « Donizetti, Bizet, Tchaïkovski ou encore Gounod dans votre cinéma ».

Alors, certes, le cinéma à Rumilly est entré dans une phase qui pourrait voir une évolution importante que le public peine encore à percevoir. Mais sa place dans la vie locale reste primordiale, élément indispensable d'une vie culturelle locale ouverte au plus grand nombre.

RC

Conseil général de Haute-Savoie

# La rentrée politique

## de Christian Monteil



Un nouveau plan tourisme est en cours d'élaboration.

La conjoncture s'est largement aggravée au fil de l'été [...] Dans ces conditions, le projet de loi de finances pour 2013, bâti sur une prévision de croissance peu raisonnable au regard de celle estimée par la communauté des économistes, interpelle [...] Dans un contexte très difficile pour les collectivités locales, le Conseil Général entend réaffirmer sa vocation de premier partenaire des communes et c'est avec cet attachement fort que l'Assemblée Départementale déterminera dans les prochains jours ses propres orientations budgétaires pour 2013.

En recevant la presse pour sa rentrée politique, Christian Monteil, président du Conseil général de la Haute-Savoie, a voulu affirmer un optimisme fondé sur des objectifs volontaristes : maîtrise des dépenses de fonctionnement, investissements structurants, mise en place d'un plan tourisme pluriannuel «très ambitieux», réflexion autour du logement aidé, etc.

## Social et emploi

Premier domaine d'intervention, le social : le Conseil général travaille avec l'ensemble des acteurs concernés à l'élaboration de différents schémas (gérontologie, insertion, protection de l'enfance, handicap ainsi qu'un plan pour lutter contre les déserts médicaux) qui seront mis en place sur la période 2013/2017. En 2012, le Conseil général aura mobilisé 278 M€ pour le secteur social : 93,5 M€ pour le handicap, 66 M€ pour le grand âge, 59,8 M€ pour la protection de l'enfance, 41,9 M€ pour l'insertion, 16,7 M€ pour les actions sociales et de santé. Actuellement, un nouveau schéma départemental de l'enfance est en cours d'élaboration pour la période 2013-2017, comme le plan d'actions «Bien vieillir en Haute-Savoie» (2013-2017) pour lequel 320 M€ seront mobilisés sur 5 ans. En fin d'année, c'est le nouveau schéma départemental en faveur des adultes handicapés 2013/2017 qui sera mis en œuvre.

L'une des missions les plus importantes confiées par la loi au Conseil général concerne l'insertion par l'emploi. L'action en faveur de l'insertion sociale et professionnelle mobilise un budget de 42 M€. En juillet, le Conseil Départemental de l'insertion s'est réuni afin de lancer la préparation du nouveau Programme Départemental d'insertion et de l'Emploi (PDIE) 2012-2015 ainsi que du Pacte Territorial d'insertion (PTI).

Parallèlement, le Conseil Général mène actuellement une réflexion pour renforcer significativement sa politique en faveur du logement aidé dès le budget 2013. Le montant mobilisé en 2012 (4,7 M€) pourrait passer en 2013 à 7 M€ (soit + 58%).

## Un plan tourisme

Le département soutient les communes et EPCI par l'intermédiaire du Fonds de Développement des Territoires et de la mise à disposition de plate-formes de compétences. 100 M€ seront consacrés aux communes de Haute-Savoie sur trois ans (2012, 2013 et 2014), qui généreront un volume de travaux et d'aménagements de près de 400 M€.

En matière de tourisme, un nouveau plan est en cours d'élaboration avec les élus de Haute-Savoie. Avec des aides qui viseront prioritairement des projets économiquement convaincants,

conçus à une échelle territoriale pertinente, dans une démarche de développement durable affirmée. Ce Plan Tourisme, qui sera présenté aux maires le 25/09 prochain, devrait être doté de 240 M€ pour les prochaines années.

Parmi les autres domaines de compétences, 3 M€ / an pour soutenir les pôles de compétitivité, 4,4 M€ en faveur de l'enseignement supérieur en 2012 (dont 3,9 M€ pour les constructions et 407 000 € pour les prêts d'honneur).

Le budget de l'Assemblée des Pays de Savoie consacré à l'agriculture devrait quasiment doubler en 2013, pour atteindre près de 4 M€, sous l'effet du transfert, par les deux Départements, des aides au fonctionnement des structures professionnelles agricoles, du dispositif de soutien aux exploitations en conversion biologique, du dispositif de soutien à l'apiculture (cultures dérobées), et, enfin, par la mise en place de programmes d'investissements.

## Endettement maîtrisé

Reste que les indicateurs économiques sont préoccupants. Avec un taux de 7,4%, le chômage est en hausse de 0,4 % par rapport au 1er trimestre 2011. Le nombre de bénéficiaires du RSA à la charge du Conseil général s'élève à 6 200. Alors que le nombre de frontaliers et double-nationaux a plus que doublé en 10 ans, passant de 40 000 en 2002 à 82 500 cette année.

Et si la saison touristique (hiver comme été) affiche une certaine stabilité, la fréquentation des hébergements marchands se concentre sur une très courte période, la deuxième quinzaine d'août.

Mais, globalement, selon le président du Conseil Général, «les indicateurs économiques du 2e trimestre 2012 confirment l'amélioration de la conjoncture constatée tout au long de l'année 2011, sauf pour les échanges commerciaux». Ce qui justifie son optimisme. Il affirme que le Département devrait pouvoir ramener l'endettement à 320 M€ au 31 décembre (355 M€ au 31/12/2011, 362 M€ au 31/12/2010), contenir à moins de 2,5 années le ratio de désendettement, et dégager un résultat d'au moins 60 M€ permettant d'assurer un autofinancement important des investissements en 2013.

Des investissements structurants soutenus par le département, comme le Pôle d'échange multimodal d'Annecy ou la ligne du Haut-Bugey. 87 M€ d'investissements sont prévus pour les transports sur la période 2012-2015, dont 40 M€ en maîtrise d'ouvrage directe (Transport en Commun en Site Propre sur les RD 1508 et 1005, P+R d'Alby, Pringy, Eloise et St Martin).

L'équilibre du budget 2013 serait réalisé par une prévision d'emprunt réel de moins de 20 M€ et donc un endettement ramené à 300 M€ à la fin 2013.

Mais «ces orientations restent très liées à l'évolution de l'environnement juridique, économique et social». Le Conseil général attend donc avec intérêt le contenu du projet de loi de réforme des collectivités soumis au Parlement à la fin de l'année, et le contenu du projet de loi de finances pour 2013.

RC

5<sup>e</sup> Compagnie (Unité d'Intervention de Réserve) du 27<sup>e</sup> BCA

# En mission de sécurité intérieure

Comme chaque été, l'UIR du 27<sup>e</sup> BCA a été engagé dans le Cadre du Plan Vigipirate. Cette année, la mission revêtait un caractère particulier. Sous commandement de la Brigade d'Infanterie de Montagne, une section Proterre (27 soldats) de la 5<sup>e</sup> a été projeté sur l'Aéroport de Roissy Charles de Gaulle.

Dans le cadre d'accords diplomatiques, certaines compagnies aériennes disposent de procédures de sécurité renforcées. C'est dans cet environnement particulier que les chasseurs de la 5<sup>e</sup> ont déployé pendant 2 semaines leur dispositif.

Évoluant dans un contexte international, la section s'est adaptée à de nouvelles méthodes de travail : L'anglais est rapidement devenu un outil essentiel pour communiquer avec les passagers, les personnels de vol ou les équipes de sécurité des pays concernés. Tout comme la nécessaire coordination avec les Forces de Police et les Douanes.

Les journées étaient rythmées selon la fréquence des vols, avec un pic d'activité de 23 heures de mission continue, les trinômes enchaînant les missions.

- Filtrage des accès aux guichets d'enregistrement
- Patrouille à proximité des zones «sensibles»
- Contrôle des passerelles
- Présence militaire pendant les



Les réservistes ont fait bonne impression.

phases d'embarquement et de débarquement.

En période de forte affluence dans l'aéroport, la section a été fortement sollicitée en terme d'intervention, plusieurs périmètres de sécurité ont été établis. Certains d'entre eux ont nécessité le concours d'équipes plus spécialisées.

La présence de Chasseurs Alpins fût, par ailleurs, agréablement perçue par les voyageurs des Compagnies concernées.

Au final, c'est avec regret que la Compagnie Aérienne s'est séparée de sa Section «Galette», surnom donné au regard de leurs couvre chefs particulièrement appréciés.